



Le Conseil national pour le soin des animaux d'élevage (CNSAE) est une plateforme facilitant la communication et la collaboration entre tous les partenaires du secteur de l'élevage canadien dans le but de promouvoir le soin responsable des animaux d'élevage. Site Web : www.nfacc.ca/Francais/default.aspx

Novembre 2009 - Dans ce numéro : *Résumé de la Conférence Welfare Quality, « Assurer le bien-être des animaux et la qualité des produits : transparence de la chaîne alimentaire » s'est tenue les 8 et 9 octobre 2009 à Uppsala, en Suède.*

Participants du CNSAE

Dossier d'Agriculture et Agroalimentaire (AAC, ACIA)
Association canadienne des médecins vétérinaires
Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires
Association canadienne du bison
Association des éleveurs de vison du Canada
Canada Hippique Canadian
Cattlemen Association (Association canadienne des éleveurs de bovins)
Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles
Conseil canadien du porc Conseil des viandes du Canada
Conseils provinciaux pour les soins aux animaux d'élevage (AFAC, FACS, MFAC, OFAC)
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne du mouton
Fédération des sociétés canadiennes d'assistance aux animaux
Gouvernements provinciaux
Les Éleveurs de dindon du Canada
Ontario Trucking Association (Association de camionnage de l'Ontario), Division des transporteurs de bestiaux
Producteurs d'œufs du Canada
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Représentant des chercheurs

Le bulletin du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage : novembre 2009

Résumé de la Conférence Welfare Quality, « Assurer le bien-être des animaux et la qualité des produits : transparence de la chaîne alimentaire » s'est tenue les 8 et 9 octobre 2009 à Uppsala, en Suède.

En quoi consiste le projet Welfare Quality?

L'Union européenne (UE) a lancé le projet Welfare Quality (WQ) en mai 2004. Ce projet s'étalant sur cinq ans a pour but « de fournir des méthodes et des stratégies scientifiques pratiques pour améliorer le bien-être des animaux d'élevage. » Le projet dont le budget s'élève à 17 millions d'euros réunit 39 organismes et universités provenant de 13 pays européens. L'OIE est l'un des participants actifs de ce projet.

Les objectifs de ce projet sont :

- 1) Élaborer des stratégies/mesures pratiques pour améliorer le bien-être des animaux
- 2) Élaborer une norme européenne d'évaluation du bien-être des animaux dans les exploitations agricoles
- 3) Élaborer une norme européenne d'information en matière de bien-être des animaux
- 4) Assurer la coordination et les échanges entre les spécialistes les plus qualifiés dans le domaine multidisciplinaire du bien-être animal

La conférence de Welfare Quality, intitulée « Assurer le bien-être des animaux et la qualité des produits : transparence de la chaîne alimentaire » s'est tenue les 8 et 9 octobre 2009 à Uppsala, en Suède et a réuni près de 250 participants dont quatre Canadiens. Il est possible de consulter le programme, les travaux, les présentations PowerPoint et la webémission des présentations des conférenciers à l'adresse suivante :

www.welfarequality.net/everyone/43160/5/0/22

Qu'est-ce qui a été accompli lors de cette conférence?

- 12 critères et 4 principes en matière de bien-être animal ont été identifiés.
- Élaboration et mise à l'essai de mesures de bien-être animal, axées sur les animaux.
- Examen et vérification des stratégies portant sur l'évaluation du bien-être des animaux, notamment les recherches visant à identifier des stratégies pratiques pour améliorer le bien-être des animaux (p. ex., cours de formation, le régime alimentaire à haute teneur en fibres des truies enceintes diminue leur agressivité).
- Meilleure compréhension des points de vue des consommateurs sur le bien-être des animaux (p. ex., volonté de payer est restreinte; les consommateurs estiment que seul le bien-être des animaux dans les systèmes d'élevage extensif est excellent, même si les systèmes d'élevage intensif respectent tous les 12 critères de bien-être).
- Collaboration et échanges interdisciplinaires de même que des échanges en dehors de l'UE.
- Des systèmes d'évaluation du bien-être normalisés ont été élaborés pour sept catégories d'animaux d'élevage : bovins laitiers, bovins à viande, veaux de boucherie, truies, porcs d'engraissement, poules

pondeuses et poulets à frire. Ces systèmes d'évaluation ont été publiés sous forme de 3 livres.

Quelles lacunes ont été identifiées?

- Les protocoles d'évaluation du bien-être des animaux ont été limités à certaines espèces, de même qu'au sein d'une même espèce (p. ex., étape de production); il reste donc encore du travail à faire.
- Il reste encore à développer pleinement chacun des 12 champs de critères pour y intégrer les mesures axées sur les animaux dans le cadre des étapes de production/espèces déjà élaborées.
- Le pointage des mesures de bien-être est un jugement de valeur (que signifie Réussit/Ne réussit pas, Excellent/Bon). Les scientifiques de WQ ont porté ce jugement de valeur, mais pas d'entente pour savoir si cela est approprié. Certaines personnes pensent que cela devrait relever d'une décision politique.
- La reconnaissance des normes de WQ et leur acceptation par l'industrie ne se sont pas encore faites.
- Les possibilités de formation et de surveillance des vérificateurs pour assurer la cohérence n'ont pas encore été mises en place.
- Qui va assumer les coûts liés à ce système? Il a été estimé que ce serait fort probablement le producteur/transformateur.
- La mise en application des protocoles et les échéanciers en jeu – obligatoire par opposition à volontaire; le temps nécessaire à l'évaluation est encore considéré excessif (9 heures).
- Les systèmes d'évaluation doivent-ils englober tous les aspects de ce qui est évalué ou doivent-ils se concentrer prioritairement sur les questions de bien-être?
- Recherches à entreprendre sur les possibilités de mise en application des résultats de WQ.

Défis futurs :

- Mise en application du modèle (n'en est pas encore à un stade pratique).
- Reconnaissance et acceptation du modèle par les exploitants agricoles.
- Formation des vérificateurs pour assurer la cohérence de l'évaluation.
- Assurer la rentabilité du modèle (qui assume les coûts?).

Voies proposées pour l'avenir :

- Intégration de l'évaluation du bien-être des animaux dans d'autres programmes d'assurance de la qualité afin d'éviter des répétitions et de tirer profit des ressources (p. ex., inspecteurs déjà sur place, atténuation des coûts) – ceci fait l'objet d'un consensus. L'avenir du bien-être animal est envisagé comme faisant partie du nouveau programme éthique ciblant la sécurité et la salubrité alimentaires.
- Mise en application volontaire et non obligatoire de façon à en montrer les avantages aux producteurs et évaluer davantage le fonctionnement des programmes.
- Les mesures axées sur les ressources et les animaux doivent être utilisées en même temps – on ne peut pas avoir un programme axé entièrement sur l'un ou sur l'autre.
- Quant à savoir s'il faut cibler le développement de plus de programmes visant plus d'espèces selon le modèle de WQ ou s'il faut raffiner les programmes déjà en place, élaborés dans le cadre de ce projet, le débat reste ouvert. Les groupes de défense des animaux veulent davantage de programmes, mais d'autres groupes estiment qu'il est préférable de perfectionner ceux qui sont déjà en place avant d'en élaborer de nouveaux.
- Il a été suggéré de mettre au point un système d'enregistrement automatisé pour éliminer l'obligation pour les évaluateurs de se rendre dans les exploitations.
- Les protocoles d'évaluation sont des documents évolutifs qui doivent être régulièrement mis à jour selon les nouveaux développements et recherches. Nécessité d'entretenir les outils de soutien, garantissant l'entière acceptation des intervenants.
- Nécessité d'une organisation/institution indépendante pour gérer les systèmes d'évaluation – le nom Centre européen du bien-être animal a été suggéré.
- Nécessité de faire participer davantage les agriculteurs à l'avenir – dialogue et non pas seulement « sensibilisation ».

Veillez adresser toute question ou commentaire à Jackie Wepruk, coordinatrice du CNSAE, à l'adresse suivante : nfacc@xplornet.com

- Il a été proposé de mettre en place Welfare Quality II, mais aucune garantie de financement. Le plan d'action de l'UE sur le bien-être animal prend fin en 2010 et il a été proposé de faire un suivi du plan d'action au besoin.

Leçons retenues :

- Nécessité d'obtenir un plus fort engagement des intervenants au début du projet et non à la fin (ceci concerne principalement la participation des producteurs parce qu'il a été admis que si les producteurs n'acceptent pas les résultats de WQ, il n'y aura pas de mise en application).
- Du point de vue du producteur, les vérifications sont stressantes et prennent beaucoup de temps. Elles ne représentent qu'un instantané d'une exploitation, mais certaines mesures pourraient bien elles aussi ne pas être plus que cela (ce qui revient à dire que les animaux ne sont pas des êtres statiques dans le cadre d'un système et que selon les circonstances, le bien-être animal sera meilleur ou pire – cet état de choses ne peut pas être contrôlé. Il y aura toujours des anomalies qui auront des conséquences sur le pointage).
- Les programmes doivent être simples et les agriculteurs doivent participer à leur mise en application pour s'assurer qu'ils sont manoeuvrables.
- La participation des économistes est indispensable pour s'assurer que les coûts du bien-être animal sont pris en considération.

Autres points abordés pendant la conférence :

- La commissaire européenne Androulla Vassiliou a fourni un point de vue instructif sur la perspective politique relative au bien-être animal. L'UE croit que le bien-être animal est lié à d'autres buts sociaux plus vastes, notamment à la salubrité et à la qualité alimentaires, à la protection et la durabilité de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie. Le but est d'assurer que les agriculteurs européens pourront commercialiser leurs produits plus facilement et obtenir un bon rendement pour avoir respecté les normes liées au bien-être animal. Nécessité de disposer d'informations sur le bien-être animal transparentes et claires pour que les consommateurs puissent identifier facilement des produits respectueux du bien-être animal et pour qu'ils puissent prendre des décisions d'achat éclairées.
- Le coordinateur du projet Welfare Quality Harry Blokhuis a remarqué que le bien-être animal était devenu un enjeu parce que les occasions de faire savoir ce qui se passait dans le monde de l'agriculture animale n'avaient pas été saisies en temps opportun. En conséquence, la production animale ne correspondait plus aux opinions et aux attentes du public. En Europe, les épidémies de maladies animales et les abattages qui ont suivi ont soulevé la question du bien-être animal dans l'esprit des gens.
- Sarah Kahn, directrice du service du commerce international de l'OIE, a déclaré que l'OIE souhaite que les services vétérinaires des pays membres obtiennent l'autorisation légale de mettre en oeuvre et d'appliquer les normes relatives au bien-être animal.
- Keith Kenny, directeur principal de la chaîne alimentaire de McDonald's en Europe, a expliqué comment les entreprises intelligentes se positionnaient au sein de la « zone intelligente ». Ce concept a été illustré à l'aide d'un diagramme. La « zone intelligente » se situe juste en avant de la courbe de l'acceptation du public, qui, elle, se trouve au-dessus de la courbe de conformité légale. Le public attend des grandes entreprises qu'elles aillent au-delà des exigences légales.
- Les normes privées ont été soulevées et débattues en détail (jusqu'à parfois éclipser l'objectif de la conférence). Sarah Kahn (OIE) s'est dite très inquiète relativement aux normes privées, laissant entendre qu'elles manquent souvent de transparence ou qu'elles ne reposent pas sur des faits scientifiques. Un représentant de GlobalGap, qui était dans le public a laissé entendre que son organisation (organisme relevant du secteur privé qui établit des normes volontaires de certification/homologation de produits agricoles dans le monde selon les Bonnes Pratiques Agricoles (Good Agricultural Practices) a aidé des pays à pénétrer des marchés par l'entremise de la certification et que toutes les normes privées ne peuvent pas être jugées sur le même pied d'égalité. D'autres ont fait remarquer que les normes de l'OIE ne sont pas (et ne seront peut-être jamais) mises en application dans certains pays et que de toute façon, personne ne cherche à savoir si elles sont mises en place et appliquées.
- La présence de GlobalGap à la conférence pourrait donner à penser que l'organisme serait intéressé à élargir son champ d'exploitation et inclure les évaluations de bien-être animal à son actif.

Veillez adresser toute question ou commentaire à Jackie Wepruk, coordinatrice du CNSAE, à l'adresse suivante :

nfacc@xplornet.com

(2)